

## Economie politique

# Extrême pauvreté, guerres, environnement : l'irrationalité du capitalisme au cœur de la crise de civilisation planétaire

François Chesnais \*

Un mot d'avertissement liminaire car le titre peut tromper. Le lecteur ne trouvera pas ici de présentation ou d'analyse de données relatives à ces trois champs, tout au plus une tentative provisoire de classification des formes contemporaines de la guerre. Le but poursuivi est de proposer un cadre analytique susceptible d'être nourri de données par d'autres comme par moi-même, et ce faisant d'en faire évoluer la configuration.

Partons d'une idée qui gagne du terrain. Elle est un soupçon lancinant chez les uns, une hypothèse de travail angoissante mais scientifique chez les autres. Loin d'être le système rationnel que ses apologistes décrivent, la société fondée sur «le marché» serait marquée par une irrationalité profonde, si profonde même qu'elle porterait en soi son autodestruction. *«Il peut sembler impossible qu'une société technologiquement avancée puisse choisir de s'autodétruire. C'est pourtant ce que nous sommes en train de faire»*. C'est par ces mots par exemple que Elizabeth Kolbert, l'une des principaux journalistes états-uniens en matière d'environnement, conclut un livre sur les changements climatiques[1]. Beaucoup diront que le type d'autodestruction évoquée par l'auteur mérite discussion, que rien ne prouve qu'on marche aussi loin, ni aussi clairement dans la direction des «écologistes-pessimistes». Tout dépend de quoi on parle. Une société peut avoir **détruit sa «civilisation»**, entendue les fondements de son «vivre-ensemble», **longtemps avant** que le processus d'autodestruction ait touché les conditions de reproduction de la vie au sommet de la société structurée en classes, notamment à un moment où les écarts entre l'oligarchie et les exploités se creusent de plus en plus. Or c'est bien la voie dans laquelle «nous», la société capitaliste mondiale contemporaine, sommes engagés.

La ghettoïsation des cités des villes de la banlieue parisienne et des couronnes des villes de province en voie de désindustrialisation, l'avenir qu'on ferme radicalement à la majorité de celles et de ceux qui y naissent et les réflexes de peur face à leurs réactions effectivement parfois violentes de la part de jeunes qui nous sont devenus «étrangers» sont les expressions «locales» de **processus mondiaux**. Le mot anglais le plus usité pour désigner le motif pour lequel une entreprise est habilitée à des salarié-e-s au chômage, est le fait qu'ils sont **«redundant»**, dont la traduction exacte est **superflue**. Ce mot dit bien la réalité du capitalisme contemporain. Il n'y a plus aucune partie du monde où les salarié-e-s peuvent se considérer à l'abri des processus qui les rendent superflues. Dans certaines parties du monde, les choses

sont infiniment plus graves. Ce sont celles où les dominé-e-s sont confrontés à la combinaison de mécanismes caractérisés comme «économiques» et de phénomènes dits «écologiques» relevant notamment des changements climatiques. Leur jeu combiné a pour effet d'interdire, chaque jour un peu plus, l'accès aux conditions élémentaires de vie à des millions d'enfants, de femmes et d'hommes, de les exproprier du peu qui leur reste dans certaines parties du globe et ailleurs de détruire le milieu physique dans lequel leur processus de reproduction sociale collective se faisait. C'est ici qu'on rejoint la question des rapports entre le capitalisme contemporain et les guerres contemporaines. Les processus combinés de rapine impérialiste et d'attrition des conditions élémentaires de la survie (dans le cas d'un continent comme l'Afrique, elles sont même étroitement enchevêtrés, sont le terreau de certaines des formes de ces états de «guerre permanente», de guerres menées «sans retenue» avant tout contre les populations civiles. Face à la crise écologique mondiale et à ses impacts sociaux, donc politiques, des stratégies de défense de «l'ordre mondial» ont été d'ores et déjà mises au point.

### **L'incapacité du capitalisme à «s'autolimiter»**

La réapparition de l'hypothèse que l'humanité serait engagée dans une course à l'abîme sous l'effet d'un processus d'autodestruction a resurgi dans la pensée depuis quelque temps déjà. Elle représente un thème central des philosophes – peu nombreux – qui se situent toujours (ou faut-il dire encore) sur le terrain d'une critique de la société capitaliste et qui cherchent à en dégager les fondements. Ainsi dans l'un de ses derniers entretiens, Castoriadis caractérisait *«la société capitaliste (comme) une société qui court à l'abîme, à tout point de vue, car elle ne sait pas s'autolimiter»*. Et d'enchaîner, *«Or une société vraiment libre, une société autonome doit savoir s'autolimiter, savoir qu'il y a des choses qu'on ne peut pas faire ou qu'on ne doit pas faire ou qu'il ne faut même pas essayer de faire ou qu'il ne faut pas désirer»*<sup>[2]</sup>. Laissons de côté la question du «désir» qu'on retrouvera dans un article ultérieur où l'on abordera le rôle central que joue le fétichisme de la marchandise et de l'argent tant comme soutien boiteux de la valorisation du capital que comme moyen de domination idéologique et politique. Retenons en revanche cette idée du refus de la «société capitaliste», (synonyme du capitalisme) de se donner des limites, même lorsque la nécessité en devient criante.

Le thème du mouvement d'autodestruction d'un système qui, pour des raisons tenant à ses fondements mêmes, ne peut pas se donner de limites, est également central au travail des philosophes allemands du groupe Krisis, Robert Kurtz et Anselm Jappe. Ce travail est important. Très contestable sur certains points, sur d'autres il renouvelle profondément la lecture de Marx, notamment par la place que ces auteurs donnent à la théorie du fétichisme. Leur plus grande faiblesse tient à leur choix théorique et politique d'aborder la catégorie du capital sous le seul angle de la marchandise et de l'argent, sans le comprendre aussi comme un rapport de production antagonique qui met le capital aux prises avec les prolétaires (ceux qui sont contraints de vendre leur force de travail). **L'argent devient capital uniquement en s'emparant du travail vivant**. Méconnaître ce fait fondamental les conduit à lier le mouvement d'autodestruction de la production capitaliste aux seules déterminations

contradictoires de la marchandise. D'où par exemple le titre du livre de Jappe, **Les aventures de la marchandise** (Ed. Denoël 2003) et une théorisation où le terme capital est exclu. Il en est ainsi du passage où Jappe dit que «*la société basée sur la production de marchandises avec son universalité extériorisée et abstraite est nécessairement sans limites, destructrice et autodestructrice*»[3]. L'absence consubstantielle de capacité à l'autolimitation est juste. Cependant la société capitaliste n'est pas fondée simplement sur la production de marchandises. Elle est fondée au moins autant sur un antagonisme essentiel, un **antagonisme fondateur**. Il est celui du capital, des propriétaires des moyens de production et des possesseurs de richesses accumulées sous forme financière, à l'égard du «travail», terme désignant l'ensemble de celles et de ceux dont le capital et l'Etat ont brisé à un moment donné le lien direct avec les conditions de production, et qui se trouvent donc placés dans le statut d'individus dont le capital commande le sort. On verra dans un instant la portée de la contradiction antagonique centrale qui voit notamment les entreprises considérer les salarié(e)s qu'elles emploient et dont elles approprient un surtravail et dans elles dépendent comme acheteurs des marchandises produites, surtout comme une source de «coûts».

La catégorie fondamentale dont il faut partir, est le capital comme tel. Son mouvement d'auto-valorisation qui ne peut effectivement pas avoir de fin, exige en effet un passage par la transformation en marchandise. Mais c'est lui dont il faut saisir la nature. Pour cela, il faut commencer par faire abstraction de ses configurations concrètes du moment, celle des groupes industriels[4] et des groupes de la grande distribution transnationaux (les sociétés transnationales ou STN) ainsi que celle de plus en plus décisive aujourd'hui des investisseurs institutionnels (les grandes banques, les sociétés d'assurance et les fonds de placement financier). Il faut faire l'effort de saisir le capital sous la forme de ce qu'on nomme en philosophie une «*abstraction concrète*»[5]. Au niveau le plus élémentaire, mais aussi le plus fondamental, le capital est constitué de sommes de valeurs dont l'objectif exclusif est l'auto-valorisation, la reproduction avec une augmentation, un profit, un surplus, une plus-value. Ces sommes de valeurs se présentent sous forme d'argent, de monnaie dans l'une des variantes de celle-ci. D'où ces passages clefs où Marx explique que c'est du capital en tant qu'argent cherchant à **croître sans fin** que naît l'absence de limites. Ainsi, «*le capital, en tant qu'il représente la forme générale de la richesse – l'argent –, a la tendance, effrénée et illimitée de dépasser ses propres bornes. Sinon il cesserait d'être du capital, c'est-à-dire de l'argent qui se produit lui-même*»[6]. Derrière le «développement des forces productives», il y a toujours eu **coexistence** entre les dimensions «héroïques» de la compréhension et de la domination du monde en tant que «Nature», comme de celles plus troubles de conquête et de soumission des sociétés non-capitalistes, avec le fait que le «*principal moteur de la production capitaliste*» est «*faire de l'argent*'» et d'en faire sans limites.

Aux yeux de ceux qui possèdent ou qui centralisent l'argent «oisif» et qui cherchent à le mettre en valeur, «*le procès de production capitaliste apparaît seulement comme un intermédiaire inévitable, un mal nécessaire pour faire de l'argent*»[7]. La compréhension de ceci est capitale. **Le développement des forces productives**, et en particulier celui de la technologie, n'a jamais été ni le ressort, ni **la finalité de la**

**production capitaliste.** Il en a été un **sous-produit**, enfanté par la concurrence capitaliste et par la lutte contre la tendance à la baisse du taux de profit. Il en est de même pour ce qui est de ce qu'on désigne aujourd'hui en parlant de «l'emploi». S'engager dans le processus compliqué consistant à mettre des gens au travail pour les faire produire un surtravail approprié sous forme de marchandises qu'il faut ensuite vendre, n'a jamais été pour les possesseurs d'argent à valoriser que ce «*mal nécessaire pour faire de l'argent*», d'autres fractions de la bourgeoisie voyant dans la construction de l'industrie un impératif politique, l'un des fondements du pouvoir de l'Etat.

Aujourd'hui en raison du processus engagé depuis trente ans, de centralisation d'une masse immense d'argent «oisif» à la recherche de façons de se reproduire en grossissant de période en période, dans les vieux pays industriels, à commencer par les Etats-Unis, le pouvoir capitaliste décisif est passé aux mains de la nouvelle forme de propriété concentrée dans les fonds de pension et de placement financier (les Mutual Funds). La forme de capital à laquelle la libéralisation et la déréglementation ont ouvert l'espace planétaire de la mondialisation contemporaine, porte ainsi plus que tout autre avant elle, des attributs associés à la «valeur en procès», à cette force impersonnelle tournée exclusivement vers son auto-valorisation et son auto-reproduction que Marx a tenté de saisir dans les *Grundrisse*. Aujourd'hui, ces attributs incluent l'extrême mobilité des flux de capitaux de placement et la très grande flexibilité dans les opérations de valorisation du capital industriel, enfin une **indifférence radicale** quant à la **destination sociale** des placements ou à leurs **conséquences sociales ou écologiques**. Cette indifférence ne date pas du capitalisme sous domination actionnariale. A partir du moment où la production exige des matières premières et que la concurrence entre capitalistes est un mécanisme central de répartition des profits entre capitalistes, ces matières premières seront exploitées jusqu'à épuisement. De même, puisque le bouclage réussi du cycle emprunté par tout capital qui suit le chemin de la valorisation par la production exige la vente des marchandises produites, toute marchandise qui a trouvé des acheteurs, un «marché, continuera à l'être, quelques en soient le coût écologique et les effets sociaux.

### **Les effets de la domination de la valeur d'échange et du travail abstrait**

Une fois posée la nature essentielle du capital, il faut effectivement en venir à la question de la marchandise dont les théoriciens du groupe Krisis font la principale cause de l'irrationalité du capitalisme. Le capitalisme a surgi comme moment de développement et de mutation qualitative d'une société marchande, qui a pris elle-même des siècles pour émerger de la société féodale avant d'en préparer la mort. L'une des deux formes prise initialement par le capital a été celle du capital marchand dont les mécanismes de valorisation ont consisté en particulier à acheter le résultat du travail de sociétés non-marchandes (par exemple celui des nations indiennes d'Amérique du Nord avant que l'expansion du capital ne requière leur extermination) pour les vendre avec un profit élevé en Europe. Dans le cadre européen, on a assisté parallèlement à l'expansion, lente au départ mais très rapide plus tard, de réseaux commerciaux comportant l'échange, entre des producteurs qui étaient encore des artisans et des paysans, de produits dont la «valeur» ne résultait plus de l'usage

propre qu'ils en faisaient, mais de leur vente réussie. Celle-ci exigeait le recours à l'argent comme instrument d'échange et comme mesure de valeur. Argent et marchandise ont donc cru ensemble, à la fin pratiquement dans un seul et même mouvement. Au moment où le capitalisme s'est emparé de la production urbaine et agricole, l'expansion des rapports d'échange était déjà si grande qu'il était devenu possible, comme Marx l'a noté très tôt, pour *«l'économie politique (de concevoir) la communauté des hommes sous la forme de l'échange et du commerce (...). La société, dit Adam Smith, est une société commerçante. Chacun de ses membres est un commerçant»*<sup>[8]</sup>.

Dans les *Grundrisse*, Marx commence par l'analyse du capital. Dans *Le Capital* il suit un ordre inverse. Cette inversion a été et restera l'objet de débats théoriques intenses. Disons ici que Marx semble avoir voulu **anticiper sur des évolutions à venir**. Le soin qu'il prend à expliquer les différences entre la valeur **d'usage** et la valeur **d'échange** traduit une volonté de jeter les jalons permettant à des discussions futures sur les caractéristiques dominantes des marchandises produites et vendues (les «biens et services») de s'engager sur des bases méthodologiques solides. De même, les pistes ouvertes sur le «fétichisme» associé à la marchandise et à l'argent facilitent, pour peu qu'on les emprunte, la compréhension de l'ethos d'une société marquée par l'omniprésence des marchandises. La question du fétichisme est l'une de celles où la lecture de Jappe est d'une grande portée, mais les limites de cet article exigent de renvoyer la présentation de son analyse à une prochaine occasion. Avec le passage de l'économie marchande au capitalisme, la valeur d'usage se trouve définitivement subordonnée à la valeur d'échange, même si toutes les conséquences n'en sont pas apparentes tout de suite. Ce n'est pas seulement de la marchandise que le capital s'empare, mais aussi et même surtout du travail dont il organise la mise en action ou en mouvement, autrement dit l'exploitation, dans les nouvelles entreprises.

L'échange des marchandises est effectué à l'aide de l'argent, mais désormais il est déterminé par les quantités relatives de force de travail utilisées pour les produire. Sur ce plan le travail est indifférencié. Pour le capital, c'est un **«travail abstrait»** producteur de valeurs d'échange, dont seuls compte le prix (d'où l'importance du coût de la force de travail et l'intensité de sa mise œuvre) et l'aptitude de ces valeurs à trouver un marché. Ce seront alors les caractéristiques d'une société divisée en classes et marquées par des contradictions et des impasses nées de cette division qui commanderont les caractéristiques des marchandises produites. Ici la lecture de Jappe est tout à fait utile. Par exemple quand il explique les conséquences du fait que *«le travail abstrait (réduit) tout à l'unité, à une dépense, simple ou multipliée, de cette faculté de travailler que tous les hommes ont en commun, de manière que le travail est social seulement en tant qu'il est vidé de toute détermination sociale. Si l'aspect social d'une chose ou d'un travail ne réside pas dans son utilité, mais seulement dans sa capacité à se transformer en argent, les décisions en société ne sont pas prises sur la base de l'utilité individuelle ou collective. Le contenu des travaux concrets, leurs présupposés, leurs conséquences sociales, les effets qu'ils ont sur les producteurs et sur les consommateurs, leur impact sur l'environnement : tout cela ne fait plus partie de leur caractère social. N'est social que le seul procès automatique et incontrôlable de la transformation du travail en argent»*. Et Jappe conclure à juste titre que *«la subordination de l'utilité des produits, qui devient une dimension purement privée, à*

*leur échangeabilité, leur seule dimension sociale, ne peut que conduire à des résultats catastrophiques»*[\[9\]](#).

### **Un antagonisme «objectif», consubstantiel au capitalisme**

Pour que l'argent devienne capital et puisse s'auto-valoriser, se reproduire avec un surplus, une plus-value, il faut impérativement qu'il établisse, en s'appuyant presque nécessairement sur des institutions politiques, en premier lieu l'Etat, une relation, directe ou indirecte, avec le travail humain lui permettant d'en approprier une partie des résultats. Le capital de prêt usuraire du Moyen Age, et plus tard le capital commercial du début des Temps modernes y sont parvenus chacun à sa manière selon des méthodes indirectes. Dans le cadre du capitalisme, le capital organise cette appropriation directement. Le marché du travail (plus exactement de la force de travail) et la mise au travail des salariés au sein de l'entreprise assurent l'alchimie très particulière qui voit, pour utiliser l'expression de Marx, «*la conversion du travail (activité vivante et efficiente) en capital*»[\[10\]](#). Cette alchimie exige la destruction préalable du rapport immédiat des travailleurs paysans et artisans avec leurs moyens de production, donc un acte spoliateur initial majeur. Cette spoliation peut être le résultat d'une utilisation directe de la force ou celui du jeu des «forces du marché». Elle n'a pas de fin. Elle a commencé lors de la phase dite de «l'accumulation primitive»[\[11\]](#). Elle s'est poursuivie de façon inexorable depuis et elle s'est encore aggravée au cours des trente dernières années[\[12\]](#), sous l'effet des contradictions qui seront présentées plus loin.

L'antagonisme du capital à l'égard du travail (il serait plus précis de dire à l'égard des «prolétaires», de toutes celles et de tous ceux qui doivent vendre leur force de travail) ne cesse pas une fois cette expropriation passée. Il est consubstantiel au capitalisme (c'est la raison pour laquelle Marx répète qu'il ne vise pas les capitalistes comme individus, mais comme incarnations du capital). D'un côté il résulte de la forme propre au capitalisme d'appropriation du «surplus», qui se fait par le biais des processus qui maximisent la «productivité du travail» au sens non seulement d'être conflictuel. De l'autre il est imposé aux capitaux individuels (les entreprises) par la concurrence. Le capitalisme a besoin de salarié(e)s. Il ne peut pas fonctionner sans eux. Il a besoin de leur force de travail, puisque c'est de la valeur d'usage de cette force de travail que naît le surplus qui est à la base du profit. Les salaires qu'ils perçoivent en font aussi des consommateurs. Leurs achats permettent à de nombreuses entreprises de vendre les marchandises et boucler le cycle de mise en valeur du capital. Les entreprises ne voient pourtant dans les salarié(e)s qu'un coût qu'il faut réduire. Confrontées à un mouvement tendanciel de baisse du taux de profit dont elles ne comprennent pas les causes, ainsi qu'à la concurrence de leurs rivales (il n'y a pas besoin d'introduire les exigences des actionnaires propriétaires en matière de dividendes), les entreprises croient trouver leur salut dans deux directions, la «réduction des effectifs» et le recours aux marchés extérieurs. La première voie enclenche de façon immédiate un processus cumulatif dans lequel le rétrécissement de la demande, la dégradation des anticipations de profit et les nouveaux licenciements qui sont alors décidés se nourrissent et se renforcent. Passé un certain seuil, la seconde débouche sur des processus similaires.

## Aux racines du basculement contemporain de période historique

La libéralisation, la déréglementation et le saut dans l'internationalisation du capital qu'elles ont provoqué, (saut qualitatif autant que quantitatif) ont eu pour effet de **déplacer** cet ensemble de mécanismes antagoniques et contradictoires du plan des économies des Etats-nation à celui de l'économie mondiale prise comme un tout différencié et hiérarchisé. Ce déplacement marque un **changement radical de période historique**. On bascule d'un régime économique et politique international, celui de l'après Seconde guerre mondiale, caractérisé par la présence de certains mécanismes de «régulation»[\[13\]](#), à une situation où l'anarchie de la concurrence ainsi que les nombreux effets de la destruction presque complète des rapports politiques et des institutions qui «contenaient» l'antagonisme défini plus haut (au sens d'en limiter le jeu et d'en contrecarrer les effets un peu), prennent progressivement le dessus. Opposons, quitte à forcer les traits les deux périodes.

De façon très, très schématique, le régime économique et politique de l'après guerre comportait dans les pays industriels, le **bouclage du cycle du capital** de la grande partie des capitaux individuels sur une **base nationale**. Le capital, bien moins centralisé et concentré qu'il ne l'est devenu était inséré dans des rapports politiques où il était forcé de négocier, de façon plus ou moins institutionnalisée selon les pays, avec les syndicats les salaires, la protection sociale et même des éléments touchant à l'intensité du taux d'exploitation. Dans la majorité des pays, le but principal des exportations était le financement d'importations indispensables. Du côté des pays de «socialisme réel» à propriété étatique, la situation était marquée par une intégration encore plus faible dans les échanges internationaux, mais aussi une peur suffisamment forte de la classe ouvrière pour qu'un emploi stable et un minimum de protection sociale soient assurés aux ouvriers. Lorsque vers 1955 les transnationales américaines se sont trouvées contraintes du fait de la chute du taux de profit de se tourner de nouveau vers le marché mondial, elles ont été forcées durant tout un temps de soumettre leurs investissements étrangers à ce régime d'économies encore autonomes et à leurs exigences en matière d'accumulation autocentrée. Si on prend les pays dits du «tiers-monde» comme un bloc, alors une fois encore à très grands traits, on peut dire qu'ils bénéficiaient d'une demande stable et croissante de matières premières et subissaient les impacts du capitalisme mondial dans des conditions où les rapports de subordination semi-coloniaux ne comportaient pas encore la pulvérisation de l'ensemble des relations sociales issues d'une histoire non-capitaliste ou seulement partiellement capitaliste. Ajoutons pour terminer que jusque vers 1975-78, l'accumulation financière «autonome», bien qu'en augmentation régulière depuis 1965, restait suffisamment limitée pour se voir encore bridée par de nombreux règlements nationaux. Pendant toute cette période le capital argent dans sa figure de capital de placement n'était pas encore devenu un protagoniste central du processus d'accumulation et de ses contradictions[\[14\]](#).

Avec la libéralisation et la déréglementation, c'est à **l'échelle mondiale** que le **bouclage** du cycle du capital se fait désormais dans le cadre d'une centralisation et d'une concentration très forte du capital (voir l'encadré). Ce changement a eu pour conséquence un affaiblissement très fort, lorsque ce n'est pas par leur disparition

totale, des institutions et des rapports politiques qui avaient été capables de bloquer partiellement les mécanismes cumulatifs «pervers» inhérents à la production capitaliste. Cela au plan national comme au niveau international. Du fait de la libéralisation, de la déréglementation et de la mondialisation, les mécanismes «pervers» se développent désormais en tant que processus proprement **mondiaux** et en rencontrant de moins en moins de freins. C'est donc aussi au niveau planétaire, comme autant de conséquences d'un **mouvement unique**, que s'accroissent les manifestations majeures de ce qu'on peut et doit appeler une crise de civilisation planétaire. Le moteur immédiat en est **la mondialisation du processus d'interaction et de renforcement réciproque** entre le rétrécissement de la demande, la dégradation des anticipations de profit, les baisses des salaires et les licenciements et, enfin, la fuite en avant des entreprises dans la délocalisation vers les rares parties du marché mondial qui offrent à la fois un marché en expansion et la liberté dans l'ordonnement des rapports capital-travail.

### **Les contradictions fondamentales ont pour champ une économie hiérarchisée unique**

Pour les architectes de la libéralisation et de la déréglementation, la constitution d'un espace mondialisé de valorisation du capital avec la possibilité offerte aux entreprises de boucler le cycle du capital sur un marché vraiment mondialisé et non plus sur des marchés nationaux exigus, devait ouvrir au capitalisme mondial une nouvelle phase d'expansion longue. Celle-ci aurait des retombées positives pour les populations, permettant de leur promettre à l'ombre du néolibéralisme un avenir radieux.

Pour ce qui est du premier point, on assiste, à partir des crises asiatiques de 1997-98, à autant d'événements économiques qui indiquent que le répit attendu du déplacement des contradictions fondamentales du plan domestique au niveau mondial a été de courte durée. A l'exception de ceux qui sont acquis de façon aveugle aux thèses fondatrices du néolibéralisme, tous les économistes constatent que le «modèle» comme ils le nomment est un échec. Il a fallu le ralliement des dirigeants du Parti communiste chinois au capitalisme, selon une voie toute nationale et très contrôlée, pour que le moment auquel ces contradictions éclatent soit repoussé dans le temps. Il se peut que ce soit pour toute une décennie, ou peut-être pour moins longtemps, la seule certitude étant que l'ampleur des contradictions et de leurs effets aura été démultipliée par l'achèvement de la transformation des bases sociales de la Chine et par sa pleine intégration dans l'économie capitaliste mondiale.

Pour ce qui est de l'avenir radieux, cet article ne peut pas aller au-delà du constat suivant, qui devra faire l'objet d'analyses plus détaillées. Au nombre des effets lisibles dans les statistiques du capitalisme libéralisé, déréglementé et mondialisé, il y a l'extension continue du chômage dans les pays industrialisés comme dans ceux venant de l'aire des économies bureaucratiques, accompagné dans ces pays d'un accroissement qualitatif dans la précarisation des salarié(e)s vendeurs de leur force de travail ou postulant à la vendre. Dans le même temps, il y a eu de l'aveu même des architectes du «néolibéralisme», un accroissement très important inégalités au sein de chaque pays et entre les pays. Sur deux décennies, les créations d'emploi et les

«sorties» de la pauvreté ou de l'extrême pauvreté ont été circonscrits à un petit nombre de pays. Dans ces pays comme la Chine et l'Inde, ils se sont accompagnés d'un accroissement très fort des inégalités, d'une polarisation sociale accrue. Ailleurs la pauvreté ou l'extrême pauvreté se sont accrues, notamment en Afrique. La création d'emplois dans certaines parties de l'économie mondiale est allée de pair avec des destructions d'emploi ailleurs, comme si le capitalisme ne pouvait pas englober, même comme membres des sections les plus vulnérables de l'armée industrielle de réserve plus qu'une fraction de celles et ceux qui y postulent.

Du point de vue de la théorie de l'accumulation, cela veut dire que le cycle de valorisation du capital «mondial» (en fait, ici, il est composé, encore d'une multiplicité de cycles particuliers et concurrents), se boucle dans des conditions où il incorpore comme salarié(e)s dont il achète et met en mouvement la force de travail, une **fraction seulement**, et même une assez petite fraction, de celles et ceux qu'il pourrait incorporer potentiellement. Du point de vue de la théorie de l'accumulation toujours, cela veut dire que nous avons affaire à un système qui repose sur la production et de l'appropriation de la plus value et qui n'en produit pourtant qu'un **montant limité**. Cela n'est pas le résultat d'obstacles externes : le capitalisme a eu raison du «socialisme réel» et a incorporé ou réincorporé l'ensemble des pays de la planète dans son fonctionnement (il n'y a que la Corée du Nord qui pourrait être une exception) et il soumet les ressources de la planète à un pillage effréné. Cela exprime les limites internes d'un système qui ajuste la production, et donc l'emploi, aux perspectives de profit et à la dimension du marché, dont il commande en même temps le niveau par les mécanismes qui lui sont propres. D'un côté, la baisse du taux de profit sous l'effet des mesures prises pour accroître la productivité de la force de travail et de l'autre, pour la majorité de la population, la subordination de la possibilité d'acheter des marchandises au fait d'avoir d'abord réussi à vendre sa force de travail ... dont le capital de plus en plus souvent ne veut pas ou ne veut plus !

### **Un système assoiffé de plus value et qui, de son propre fait, n'en produit pas assez**

Récapitulons les résultats du cheminement que nous avons suivi. Nous sommes partis de l'énoncé de la caractéristique fondamentale du capital de se présenter comme la catégorie centrale de la vie sociale moderne et d'être une entité pour qui tout limite est insupportable, «*sinon, il cesserait d'être capital : c'est-à-dire de l'argent qui se produit lui-même*»<sup>[15]</sup>. Or ce que nous commençons à cerner dans les conditions historiques du début du 21<sup>e</sup> siècle, c'est de nouveau ce à quoi Marx s'est trouvé confronté au moment d'écrire le livre III du Capital, qu'il amène à conclure que «*la véritable barrière de la production capitaliste, c'est le capital lui-même*»<sup>[16]</sup>. Quand une force aussi puissante que le capital dont **la spécificité est de ne pas pouvoir supporter de limites**, s'en crée **à lui-même et contre lui-même par son propre fonctionnement**, et qu'il est incarné en même temps dans des formes très concentrées d'organisation capitalistes – et les sociétés transnationales, les grands fonds de pension et de placement collectif et les appareils politiques et militaires d'Etat qui en défendent les intérêts – le résultat pour ceux qui vivent dans la société planétaire façonnée par le capital, a de grandes chances d'être **la barbarie sous de**

## multiples formes.

La principale spécificité des conditions historiques du début du 21<sup>e</sup> siècle sur laquelle nous nous attarderons un peu plus longuement, a déjà été évoquée en passant. Elle a trait au rôle occupé désormais par les institutions et les mécanismes désignés à l'aide du terme «la finance». Elle concerne le fait notamment que la propriété du capital est repassée, à peu près entièrement, entre les mains des institutions financières, bancaires et surtout non-bancaires, et que ce sont les intervenants sur les marchés boursiers qui concentrent entre leurs mains les décisions industrielles stratégiques. Le caractère du capital de force impersonnelle tournée exclusivement vers son auto-valorisation et son auto-reproduction, dans une indifférence absolue quant à la destination sociale des investissements ou à leurs conséquences, est singulièrement aggravé lorsque c'est la forme déterminée de capital qui se valorise selon le cycle A-A' qui domine, au moins dans les pays capitalistes plus anciens, les autres formes de capital[17]. Les traits de la forme qui pense en termes d'un cycle raccourci A-A', inclut ce qu'on nomme «la distance à l'égard de la production», la focalisation exclusive sur le rendement immédiat, son «**insatiabilité**» [18]. Le déroulement des opérations de cette forme de capital sur des marchés de titres introduit la profonde instabilité financière qui est une marque de la période. Le propre de ces marchés et de leurs opérateurs est de manier des titres qui sont des expressions d'un **capital fictif**, «l'ombre d'un capital productif» dans le meilleur des cas, mais qui représentent des «bons à tirer» sur une production en cours et à venir hasardeuse. Car celle-ci ne «rendra» jamais tout ce que les gestionnaires financiers en attendent, aussi bien pour des raisons conjoncturelles que pour les raisons «structurelles» auxquelles il faut revenir maintenant.

En ce qui concerne les barrières que le capitalisme contemporain se dresse à lui-même les principales hypothèses sur lesquelles cet article débouche, sont les suivantes. Nous serions en présence d'un système qui aurait, à un degré particulièrement fort dans la **mondialisation** et du fait de celle-ci, les caractéristiques de **se clore**, du point de vue de ses relations systémiques fondamentales, en incorporant dans son fonctionnement **une fraction seulement** de la population mondiale. Ceci a des implications d'une très grande portée, toutes génératrices de barbarie. Pour la fraction de la population qui est totalement marginalisée, mais aussi pour celles qui forment partie de la périphérie de l'armée industrielle de réserve mondiale, ce trait du capitalisme mondialisé a valeur de condamnation à la faim, à la privation de l'accès à l'eau, aux effets de pandémies[19]. Mais il faut mesurer ce signifie pour le capitalisme de souffrir par incapacité d'employer plus qu'une fraction de celles et ceux qui demandent, par obligation, de devenir salarié(e)s d'une **pénurie de surproduit**, dans la forme propre au capitalisme, c'est-à-dire de plus value créée et appropriée sur la base des institutions spécifiques au capitalisme : propriété privée des moyens de production, marché du travail, organisation du travail dans l'entreprise sous l'autorité de l'encadrement. Talonné par la fraction qui le domine, celle qui ne comprend que le mouvement A-A', le capital se déchaînerait dans un double mouvement de pressurisation à outrance de celles et ceux qu'il emploie et de recherche systématique de tout ce qui reste dans le monde à être approprié, privatisé, soumis au règne de la marchandise.

Si on se réfère au cadre analytique de l'accumulation du capital et de ses contradictions, nous serions passés des configurations analysées en détail par Marx de «surpopulation relative» à des situations dont il pressent la possibilité de «surpopulation absolue». En ce qui concerne la pénurie de plus value, pour qu'elle apparaisse il est nécessaire que la baisse du **taux** de plus value cesse d'être compensée par le **montant total** de plus-value produit et approprié. L'hypothèse est incluse dans les situations de crise périodique esquissées par Marx. Ce sont des périodes lesquelles la baisse du taux de profit cesse d'être simplement une tendance pour devenir momentanément une réalité reconnaissable et où la question de la masse de plus value produite peut donc se poser. Au 19<sup>e</sup> siècle ces situations étaient encore hypothétiques puisque les facteurs rangés par Marx sous l'appellation de «*causes qui contrecarrent la loi*» (de la baisse tendancielle du taux de profit) entraient encore vite en jeu. En va-t-il de même à notre époque ? Ce n'est pas du tout certain.

### **La problématique des «causes contrecarrant la baisse tendancielle du taux de profit»**

Encore une remarque de méthode. La baisse tendancielle du taux de profit représente une tendance de fond qui est sous-jacente à l'accumulation de façon permanente au point de devenir apparente dans les statistiques produites par les historiens économiques. Il en résulte que les «*causes qui contrecarrent la loi*» et donc leur identification aussi précise que possible, sont aussi importantes que la tendance elle-même (qui n'est pas une «loi»)[20]. Regardons le chapitre XIV du livre III du **Capital** qui en traite. Trois des causes, examinées par Marx vers 1870, pourraient être devenues inopérantes à des degrés divers, mais chaque fois assez forts :

1° avec l'achèvement du «marché mondial» sous la forme d'une implantation profonde du capitalisme dans des parties du monde contrôlées précédemment par l'impérialisme mais devenus des concurrents des pays capitalistes centraux (la Chine et l'Inde), les effets de contre-tendance analysés sous le sous-titre «*commerce extérieur*» pourraient avoir largement disparus ;

2° la hausse des prix du pétrole et de nombreuses matières premières sous l'effet de leur raréfaction pourraient avoir mis fin à toute attente d'effets bénéfiques venant de la «*baisse de prix des éléments du capital constant*» ;

3° «*l'augmentation du capital par actions*» s'est transformée de facteur positif pour le redressement du taux de profit par l'aide qu'elle apporte à la centralisation et à la concentration, en une source spécifique de contradictions capitalistes. Restent alors au capital comme seule possibilité, l'activation accrue les trois mécanismes de contre-tendance reposant tous sur l'aggravation des conditions des salarié-e-s et des exploité-e-s : «*augmentation du degré d'exploitation du travail*» ; «*réduction du salaire au-dessous de sa valeur*» (au-dessous du niveau nécessaire à la reproduction de la force de travail et des salarié-e-s comme classe) ; «*surpopulation relative*» (augmentation du chômage). L'hypothèse à laquelle on aboutit est donc celle que notre époque voit le capital s'acharner contre le travail à ces trois niveaux en utilisant pour ce faire les possibilités nouvelles que la mondialisation lui offre : la

mondialisation de l'armée industrielle de réserve et l'aiguïsement de la concurrence que le capital oblige les salarié(e)s à se livrer entre eux.

La liste des «*causes qui contrecarrent la loi*», c'est-à-dire des moyens avec lesquels le capital cherche à freiner la baisse du taux de profit ou en combattre les effets, n'est pas limitative. Il faut en allonger la liste aujourd'hui. Il faut surtout inclure dans l'analyse deux choses. La première concerne la manière dont les «capitaux particuliers», aujourd'hui des groupes industriels très concentrés cotés en Bourse, cherchent à faire retomber sur leurs concurrents directs, sur leurs sous-traitants et partant sur les parties de la société qui en dépendent ou qui subissent l'effet de leurs décisions, la charge de supporter les effets de la baisse du taux de profit et l'insuffisance permanente de la demande finale. La seconde, qui est à la fois le produit direct de cette concurrence et le résultat du mouvement du système conformément à ses fondements (propriété privée, salariat et marchandise), a trait aux façons dont le capital cherche à activer les «*causes contrecarrant la loi*», en dépit du fait qu'elles sont devenues moins opérantes ou plus opérantes du tout, s'engageant ainsi dans des **tentatives pour forcer la réalité, la plier aux exigences de rentabilité.**

Expliquons d'abord la portée de la très forte accentuation de la concurrence et partant de l'anarchie particulière qui est inhérente à celle-ci. Pour les thuriféraires du néolibéralisme, le processus politique de libéralisation et de déréglementation de l'investissement direct à l'étranger, des transactions commerciales et des flux financiers, imposé sur une échelle sans précédent, reste inachevé. Il n'en est pas moins déjà très avancé, de sorte que le marché mondial se présente vraiment, pour la première fois dans l'histoire du capitalisme, comme n'étant «*pas seulement la connexion entre le marché intérieur et tous les autres qui seraient des marchés extérieurs, mais encore le marché intérieur de tous les pays*». [21] A mesure que les protections nationales tombent, les tarifs douaniers comme les aides étatiques, les groupes capitalistes se trouvent pris dans la nasse de la concurrence. Dans un cadre mondialisé et libéralisé, le jeu des «lois coercitives de la concurrence» est **par lui-même** un aiguillon aux tendances destructrices que le capitalisme porte en lui.

### **La crise écologique, facteur aggravant qualitatif du basculement de période historique**

C'est de la déclaration d'une spécialiste américaine du réchauffement climatique sur le «cours autodestructeur» de la société contemporaine que nous sommes partis. Il faut donc situer la crise écologique dans l'interprétation d'ensemble esquissée ici. Les prolégomènes de la crise climatique sont antérieurs à la transition à la période de la mondialisation. Mais le fait que cette crise vienne à maturité et s'accélère avec celle-ci (ne fût-ce qu'en raison de l'adoption par la Chine non seulement du capitalisme, mais aussi pour la fraction de la population susceptible d'être incorporée dans un bouclage interne du cycle de valorisation du capital, du «mode de vie américain»), vient **aggraver qualitativement l'ensemble des processus et des problèmes qui marquent le basculement de période historique.**

La crise climatique n'est pas une vue de l'esprit. Elle a déjà progressé si vite en vingt

ans que non seulement elle menace la pérennité des conditions de reproduction sociale de certaines classes, de certains peuples, voire de certains pays, mais que dans certaines parties du monde elle les a **déjà** détruites. D'autre part, les projections scientifiques de plus en plus précises sur les rythmes de fonte de la banquise dans l'Arctique et dans l'Antarctique et ses effets, montrent que c'est en peu de temps que les pays capitalistes industriels, anciens comme nouveaux, en subiront les effets. Au nombre des sources d'émission de gaz à effet de serre, les transports par automobile, camion et avion viennent au premier rang. Mais c'est sur ces moyens et les industries qui les produisent que les plans et les projections de la «croissance» mondiale sont fondés. Les économies d'énergie sont pensées à de nombreux niveaux, mais jamais en rapport avec les gaspillages immenses associés à la faiblesse de la population qui peut exprimer une demande monétaire et à laquelle il faut donc imposer des marchandises que les gens en question possèdent déjà. Telles sont certaines des voies prises par «l'aveuglement», le «cours autodestructeur». Comment l'expliquer ?

L'explication la plus immédiate, et dans une large mesure la plus facile, est évidemment le rôle joué par le très puissant «bloc d'intérêts», de groupes industriels à forte intensité destructive de l'écosphère en particulier et de l'environnement en général, ceux du complexe du pétrole-automobile et de la pétrochimie, et du complexe militaro-industriel avec qui ils ont partie liée, mais aussi les grands groupes de filières comme les minerais, l'agro-industrie et le papier. Les profits de ces oligopoles dépendent de la pérennité des modes de vie (l'usage de l'automobile et les choix urbains afférents, etc.) possédant les effets les plus forts en terme d'émission de gaz à effet de serre, en particulier de CO<sub>2</sub>. Substituer l'automobile aux transports publics et au vélo pour une fraction même petite (dix pour cent) du milliard cent millions d'habitants de la Chine, est l'objectif que ces groupes industriels se sont donné avec la coopération active du Parti communiste chinois (PCC) et des nouveaux capitalistes locaux. Peu importe les effets écologiques, puisque le marché chinois garantit au capitalisme mondial une décennie de «croissance» permettant aux marchés boursiers, à Wall Street, à Tokyo et en Europe, de repousser le moment où la dimension même de l'accumulation de capital fictif (de titres représentant une «promesse», une prétention à venir en partage des richesses créées), débouchera sur un krach financier mondial. Le rôle de ce bloc d'intérêts est réel. Il est documenté sur certains points, comme celui des stratégies mises en œuvre pour discréditer les scientifiques et introduire le doute là où il ne devrait plus y en avoir[22]. Leur portée ne saurait être sous-estimée, mais l'explication ne suffit pas. Comment expliquer l'écoute dont cette propagande bénéficie encore au regard de l'ampleur et la proximité de la menace ?

Un premier facteur d'explication est le degré auquel la conception des rapports des hommes à la «nature» forgée au long de quatre siècles imprègne notre pensée. Le mot célèbre de l'un des premiers théoriciens du capitalisme naissant François Bacon, comme quoi «la nature était là pour être prise comme une fille publique», c'est-à-dire soumise sans frein aux exigences de la production pour le marché, date du milieu du 17<sup>e</sup> siècle. Depuis, pratiquement toute l'activité scientifique et technologique a été imprégnée de cette approche, lorsqu'elle n'a pas été directement soumise aux exigences du cycle de valorisation industriel. Le capitalisme aura le plus grand mal à se départir de cette position quelle que soit la gravité des effets du changement

climatique[23] ou la raréfaction des ressources. Mais elle a eu, et conserve encore en partie, son pendant «socialiste», sous la forme de l'interprétation du rôle progressiste du capital sous l'angle du «développement des forces productives»[24]. Un autre facteur qui explique la relative surdité de la majorité encore des salarié-e-s dans les pays industriels a certainement à voir à la fois avec la polarisation sociale mondiale et le fait que la détérioration des conditions quotidiennes des salarié-e-s, de l'emploi, du pouvoir d'achat, etc. leur paraît le problème prioritaire. Comme les gens qui subissent les premiers l'impact direct de la crise écologique sont situés le plus souvent, soit dans ce qu'on nomme aujourd'hui «le Sud», soit dans l'ancien «Est», et comme les autres processus restent compliquer à expliquer et à comprendre, pour la majorité des salarié-e-s pays industriels la menace demeure lointaine et donc **abstraite**. Le temps de gestation très long des pleins effets de mécanismes présents dans le capitalisme dès ses origines, a été et reste plus que jamais un puissant facteur d'inertie sociale dans les pays capitalistes avancés[25]. Les groupes industriels et les gouvernements des pays de l'OCDE tirent largement parti de ce fait pour diffuser l'idée que la dégradation des conditions physiques de la vie sociale ferait partie des maux «naturels» que certains peuples seraient appelés à subir. Ce serait pour eux un «malheur» de plus. Et en ce qui «nous» concerne, les habitants des pays industriels, nous avons le temps de voir venir. D'autant plus que le défi est absolument immense, puisque ce dont il s'agit, n'est en fait rien moins que de sortir la «nature» de la problématique de la valeur d'échange, donc du règne du capital.

Dès que quelqu'un commence à s'intéresser aux questions du changement climatique et de la destruction des ressources de la planète, elle ou il comprend assez vite que ne sont pas des changements marginaux qui sont exigés des pays avancés, dans leur mode de vie quotidienne et dans leur organisation sociale, mais un **bouleversement copernicien**. Toute l'organisation de la vie sociale aura à être repensée après avoir été soustraite au marché et l'exercice des droits de la propriété privée sérieusement encadré. C'est de l'incapacité ou du refus des partis Verts d'affronter cette évidence que découle leur bilan si limité, leurs crises et le discrédit dont ils sont l'objet. L'origine ultime des problèmes écologiques réside en ce que, dans le cadre du capitalisme, le travail humain interagit avec la «nature», non comme travail concret producteur de valeurs d'usage, mais comme travail abstrait producteur de valeur d'échange au sein du mouvement sans fin de valorisation du capital[26]. Lorsque la nécessité en était démontrée, ou plutôt perçue de façon empirique comme elle l'était par certaines communautés paysannes, le travail producteur de valeurs d'usage a pu établir avec la «nature» une relation de «gestion prudente», fondée sur la reconnaissance du montant limité de ressources données, comme sur le respect des exigences de reproduction des espèces vivantes terrestres et aquatiques. La production de valeur d'échange en vue du profit **ne le peut pas**, surtout lorsque les firmes connaissent une concurrence internationale féroce et subissent le dictat des actionnaires. La diminution des coûts et la maximisation des rendements, commandée par la production en vue du profit, conduisent obligatoirement à l'extension d'approches relevant de l'exploitation «minière». Celle-ci consiste à tirer de la «mine», qui peut aussi être un champ de pêche dans l'océan, une forêt, des terres vivrières, toute la matière première dont la production capitaliste est capable, aussi longtemps que c'est rentable, sans s'inquiéter des dégâts sociaux ou écologiques (traités au mieux à l'instar des guerres comme des «dégâts collatéraux»), puis à partir et recommencer la

même opération ailleurs.

Depuis le 17<sup>e</sup> siècle, lorsque la production capitaliste avait épuisé l'exploitation d'une matière première, soit elle se déplaçait pour recommencer l'opération ailleurs, soit elle lui trouvait un substitut dans la nature, soit elle demandait aux scientifiques de créer celui-ci de toutes pièces avec l'aide d'activités de recherche scientifiques et technologiques guidées par les besoins du capital. L'humanité, la société humaine planétaire, a atteint un point où cette façon de procéder débouche sur de terribles crises. Faute de sombrer dans le chaos, dont l'une des faces est la guerre, l'avenir de la société planétaire exige, ou exigerait, que soit substituée à la concurrence féroce autour de matières premières rares ou en voie de raréfaction rapide, leur socialisation, la planification négociée de leur utilisation la plus rationnelle par rapport aux besoins sociaux mondiaux et leur partage. Existe-il d'autres issues au cours autodestructeur ?

### Les guerres multiformes de l'époque de la mondialisation

C'est l'**ensemble** des relations antagoniques, des processus contradictoires et des tendances aveugles qui viennent d'être esquissés, qui forme le terreau des guerres du début du 21<sup>e</sup> siècle. C'est de là que vient le caractère multiforme de la guerre aujourd'hui. Il est l'une des expressions de ce **basculement de période** dont l'article a cherché à montrer la nature et les causes, avec la place prise par une concurrence de plus en plus aveugle, la multiplication des «dérèglements de la nature», l'extension de la sphère de la privatisation par des Etats qui veulent «alléger» leurs dépenses, le tout dans le cadre de ce système qui ne produit plus toute la plus value dont il a besoin.

L'un de ses traits à l'échelle mondiale, est la multiplication, depuis les années 1990, des guerres qui déchirent les pays dits du «Sud» (l'expression tiers-monde a disparu). Un tiers des pays classés comme «pays moins avancés» par la Banque mondiale ont été au moins pendant une année engagés dans une guerre. Ces guerres, guerres civiles autant que guerres aux frontières, dont les populations civiles sont les victimes à peu près exclusives, touchent tout particulièrement le continent Africain. Les tenants de la mondialisation les présentent comme le produit d'une «mauvaise gouvernance» (corruption, droits de propriété mal définis, faiblesse de la démocratie, rivalités ethniques, etc.) et d'un retard pris dans l'adhésion des gouvernements et des populations au processus de mondialisation[27]. Elles sont qualifiées tantôt de «guerres pour les ressources», tantôt de «guerres locales». De fait elles en combinent les traits. Ce sont des **«guerres impérialistes pour des matières premières clefs»**, très souvent **menées par personnes interposées** dans le contexte de la concurrence pour les matières premières que mènent entre eux des pays capitalistes centraux qui ne veulent ni ne peuvent rétablir des formes de domination politique directe de l'époque coloniale.

Les pays qui connaissent ce type de guerre sont dotés d'importantes ressources naturelles dont la production, le transport et le négoce sont aux mains de sociétés transnationales (STN). Ces ressources sont destinées presque exclusivement aux marchés des pays industrialisés, Chine comprise. Plus leur prix sera bas, plus il y aura économie de capital constant (voir plus haut). Les ressources minérales

indispensables à la production de certains biens manufacturés critiques sont appropriées et exportées vers les pays développés dans le contexte de guerres provoquées délibérément. A titre d'exemple, le cas des «guerres du Colta», un métal nécessaire à la fabrication des condensateurs électroniques, a été documenté par des rapports de l'ONU et des ONG qui ont mis en cause la responsabilité des compagnies occidentales dans les guerres meurtrières en République Démocratique du Congo. Les connexions sont également étroites entre les ressources naturelles destinées à la consommation des ménages des pays riches (bois d'œuvre et diamants) dans les guerres au Libéria et Sierra Leone. L'autre dimension impérialiste a trait au rôle des opérateurs et des marchés financiers dans la chaîne qui va de l'extraction/prédation des ressources jusqu'à la vente sur les marchés solvables. La déréglementation des marchés financiers a renforcé l'opacité des transactions financières et multiplié les paradis fiscaux, deux éléments qui facilitent la circulation de l'«argent sale». D'immenses fortunes sont ainsi placées en lieu sûr par les groupes industriels, les élites locales, les intermédiaires rémunérés pour établir ces passerelles entre les lieux de production des ressources (le sud) et leur utilisation (le Nord), certains hommes politiques au Nord qui bénéficient de rétrocommissions (par exemple sur les ventes d'armes qui alimentent ces guerres du Sud).

Les «guerres pour les ressources» ont très souvent pour terrain les Etats ou les régions où vivent, ou plutôt survivent, ceux qu'on peut nommer les «**gueux de la mondialisation**». Les victimes en sont invariablement les populations civiles. D'autant plus que ces guerres peuvent ouvrir la voie à, ou servir de paravent à, d'autres guerres, dont le but identifiable relève d'une volonté de type **génocidaire** d'anéantissement de dizaines ou de centaines de milliers de femmes et d'hommes avec lesquels la coexistence sur un même territoire avait précédemment prévalu. Menées au nom de la religion ou de l'appartenance ethnique, ce sont des guerres attisées par une forme de concurrence que les gens les plus misérables mènent pour les moyens de la survie. Le «télescopage» des expressions de la barbarie montante propre à la période dans laquelle nous sommes entrés veut que ces Etats ou ces régions soient aussi souvent ceux où le changement climatique s'est déjà traduit par une destruction des moyens traditionnels de reproduction sociale et où il a commencé à provoquer les mouvements migratoires propres à de telles situations.

Un rapprochement au moins partiel peut être fait entre les «guerres locales» d'Afrique et les guerres du type de celles auxquelles l'éclatement de la Yougoslavie a donné lieu, à savoir **des guerres liées au processus de «balkanisation»** que la mondialisation a mis en branle. De la même façon que dans une phase historique antérieure, la constitution d'Etats unitaires a correspondu aux tendances de fond du développement du capitalisme, leur dislocation traduit les tendances à l'œuvre lorsque c'est la libéralisation et la privatisation qui dominent. Pour le capital les frontières sont une gêne et il ne voit dans l'Etat qu'une institution de maintien de l'ordre. Les STN et les gouvernements des pays dont elles émanent ne voient donc pas d'inconvénients à l'éclatement d'Etats unitaires et ils (ou certains d'entre eux) peuvent même les fomenter comme l'Allemagne dans l'ex-Yougoslavie. La mondialisation du capital conduit à ce que les géographes nomment «l'économie d'archipel»<sup>[28]</sup>, celle qui voit des îlots de prospérité se former dans une mer de stagnation et de misère. Ce processus inclut dans les pays capitalistes centraux la polarisation des activités autour

des métropoles et des régions névralgiques aux dépens des régions en voie de «désertification». Dans les pays dominés, elle fait des pays une simple juxtaposition de territoires placés dans la dépendance de relations extraverties commandées par l'investissement de telle ou telle STN, accompagnés de ces immenses concentrations de gens chassés de leurs terres ou privés de travail par les entreprises.

Contrairement à d'autres approches à l'analyse de la guerre contemporaine qui mettent la politique des Etats, et surtout des Etats-Unis, d'emblée au cœur de l'analyse, nous ne sommes donnés comme point de départ la compréhension du capitalisme contemporain. Ici il n'en a pas encore été question. Le rôle des grands Etats qui ont construit et préservé des relations mondiales d'échange inégal de prédation et de domination, doit être introduit maintenant. La voie d'entrée a été suggérée plus haut. Elle est celle de l'économie mondiale comprise comme totalité différenciée et hiérarchisée au plan économique comme au plan politique. Jusqu'à présent la majorité des STN ont été originaires de pays développés ayant les moyens d'exercer hors de chez eux un pouvoir économique pouvant se prolonger militairement. Le degré d'ingérence internationale de ces pays, soit pour aiguiller des conflits armés, soit pour y participer directement, est variable, mais jamais nul. Le militarisme n'a jamais disparu dans des pays, comme la France et le Royaume Uni, qui sont le siège de groupes industriels actifs dans les domaines du pétrole et du gaz et des ressources naturelles, sans parler de groupes dans les industries d'armement. Le militarisme a ressurgi au Japon et il relève la tête en Allemagne.

### **Les Etats-Unis, puissance hégémonique propagatrice du chaos**

Au sein de ce groupe de pays et plus largement sur le plan mondial, les **Etats-Unis** occupent depuis 1945 une place à part, qu'ils ont consolidée en 1989-92 et qu'ils gardent aujourd'hui même si les rapports politiques mondiaux sont en train de changer, peut-être plus rapidement qu'on le croit en général. L'une des principales conséquences de la libéralisation et de la déréglementation a été d'avoir créé les conditions qui ont vu les Etats-Unis accomplir deux tours de force. D'abord d'avoir apporté, en apparence au moins, un démenti à la théorie du «déclin américain», puisqu'on est passé en une décennie d'une situation marquée par leur recul industriel face à des rivaux comme le Japon et l'Allemagne à la position qu'ils ont occupé après 1992 de puissance hégémonique sans rivaux sur le double plan de la finance et celui de la force militaire. Ensuite d'avoir assis, dans le même laps de temps, le fonctionnement de leur économie au jour le jour sur une immense accumulation de capital fictif sur des **relations de dépendance profonde**, quand ce n'est pas de prédation, l'égard du reste du monde. Les contraintes afférentes à ces relations dont les déficits extérieurs américains multiples sont les indicateurs économiques, et dans leur sillage le sentiment d'insécurité généré par cette dépendance, sont un élément constitutif décisif des différentes guerres dont les Etats-Unis ont été les protagonistes dans ce début de siècle.

Certains défendent l'idée qu'une partie au moins des guerres menées par les Etats-Unis serait des «guerres idéologiques». Ceux-ci seraient à l'offensive pour étendre «la démocratie et le marché». Rien ne me paraît moins certain. La responsabilité

particulière que les Etats-Unis portent dans l'aggravation du militarisme exprime autant leur vulnérabilité que leur force. Un rapport très important de 2000 place la défense de la «viabilité et de la stabilité de la globalisation» (entendue comme «l'ensemble des systèmes globaux majeurs que sont les réseaux commerciaux, financiers, de transport et d'énergie») au premier rang des «intérêts vitaux» dont la menace justifie des actions militaires[29]. Celles-ci incluent bien sûr celles dont l'objectif est la création de conditions politiques qui assurent aux Etats-Unis la sécurité maximum d'approvisionnement de pétrole et de gaz. Les deux guerres contre l'Irak entrent en partie dans ce schéma de «**guerres du pétrole**», menées pour le contrôle d'une ressource stratégique et possédant une dimension de rivalité économique interimpérialiste. Mais la visée de guerres comme celle en Afghanistan, ainsi que l'affirmation du «droit» d'agir préventivement, en dehors de toute agression, ou de bafouer des traités comme les Conventions de Genève, est surtout de rappeler la volonté et la capacité des Etats-Unis de faire perdurer, quoiqu'il en coûte, les relations extérieures nécessaires à la pérennité du «mode de vie américain». Cette problématique est antérieure aux attaques du 11 septembre. Celles-ci ont révélé à une large partie de la population, l'instabilité de leurs relations avec le reste du monde et ont éveillé sa peur. La «**guerre sans limites**» déclarée par à un ennemi terroriste qui est partout et nulle part et dont l'identité est par définition variable a les traits paradoxaux et paroxystiques d'une guerre menée autant pour **conjuré un sentiment d'insécurité** que pour faire face à des ennemis identifiables. Son pendant domestique comporte la mise en place d'un système juridique et policier liberticide (le *Patriot Act* et les ajouts qui lui ont été faits ou qui sont en préparation[30]) potentiellement préparatoire à un vrai «**totalitarisme d'économie de marché**».

La politique et même l'action militaire de pays, qui font la guerre au moins en partie pour conjurer l'insécurité et la peur, ne peuvent que revêtir des aspects de fuite en avant[31]. On se trouve être confronté aujourd'hui à une combinaison contradictoire entre une très grande capacité à atteindre des objectifs circonscrits fondée sur une très grande maîtrise des technologies aussi bien «dures» que «douces» (le management scientifique aidé par les logiciels), l'inconsistance des objectifs stratégiques et la perte de contrôle sur le terrain (les Etats-Unis en Irak, Israël au Liban), par méconnaissance non seulement des réalités politiques et sociales locales mais aussi des traits profonds d'une période historique où les forces du chaos ont été libérées. Ce chaos est encore accentué par le recours de plus en plus important qui est fait aux entreprises spécialisées dans la fourniture de mercenaires désignées sous le nom de **sociétés militaires privées** (SMP) dont le rôle est devenu chaque plus apparent depuis la place que les Etats-Unis et le Royaume Uni leur font jouer en Irak. Claude Serfati rapporte[32] qu'il y a environ 20'000 «salariés» des sociétés américaines de mercenariat présents aujourd'hui en Irak, de sorte qu'elles représentent la «deuxième armée d'occupation». L'essor des SMP, dont le chiffre d'affaire n'est pas connu (les estimations varient de 20 à 100 milliards de dollars pour 2005) traduit un processus de privatisation des fonctions régaliennes. Comme l'écrit Serfati, celle-ci entre dans «l'agenda néolibéral». Pour le néolibéralisme, le déplacement des frontières de l'économique et du politique, qui va au-delà des changements de relations entre le «marché» et l'Etat se retrouve jusqu'aux fonctions régaliennes des Etats. Les fonctions de défense, et plus seulement la production d'armes, ont vocation à être privatisées, tout comme les sont le système carcéral et une partie de l'appareil

judiciaire. La privatisation des «taches de sécurité» fait partie des processus d'externalisation et de sous-traitance mis en œuvre par les grands groupes industriels. C'est pourquoi depuis deux décennies, les STN ont eu recours, avec l'autorisation tacite sinon l'aide de leurs Etats, aux services des sociétés militaires privées, en Afrique notamment. Pour les grands groupes multinationaux qui ont investi dans des régions déchirées par les guerres, et pour lesquels les «affaires doivent continuer» pendant des massacres dont ils sont souvent co-responsables, les mercenaires sont des «collaborateurs» indispensables. En Angola, la complicité des groupes pétroliers (Américains, Britanniques, Français, etc.), de l'armée gouvernementale et des SMP est dénoncée depuis de très longues années par les ONG. Les études sérieuses estiment que les groupes multinationaux consacrent entre 3 et 5% de leur chiffre d'affaires à l'entretien de forces de sécurité.

### Limites dans l'hégémonie américaine et menaces de guerre accrues

Il faudrait pouvoir parler de la Russie où **l'ensemble** des processus esquissés paraît être à l'œuvre. Mais n'en ayant pas la capacité, je laisse ce travail à d'autres. Pour terminer je voudrais dire un mot du développement le plus récent. Il concerne la multiplication d'expressions des limites politiques de l'hégémonie militaire des Etats-Unis, de démonstration du fait que l'hégémonie militaire ne garantit pas l'hégémonie politique.

Les expressions de changements en cours qui montrent les limites de l'hégémonie politique américaine, sinon qui la mettent partiellement en cause, ne viennent pas d'Europe. Le désaccord exprimé par Jacques Chirac et Gerhard Schröder sur l'invasion de l'Irak et leur refus de se joindre à la coalition représentent le maximum d'opposition dont des Etats européens soient capables face aux Etats-Unis et il est possible que ce soit la dernière fois que cela se produise. La France et l'Allemagne sont parmi les pays qui ont pris le relais des Etats-Unis en Afghanistan et forment l'épine dorsale de la combinaison politique et militaire qui agit au Liban pour sauver la mise à Israël donc aussi aux Etats-Unis. La «politique extérieure commune» a pour mission non de se poser en «alternative» de celle des Etats-Unis, mais de couvrir les terrains et de relayer les actions là où les leurs échouent.

C'est en Asie que les rapports se modifient rapidement. L'analyse des modalités et les conséquences du déplacement géopolitique du cœur de l'accumulation effective et de l'entrée en scène de la Chine comme puissance capitaliste, occupera une place toujours plus centrale dans l'analyse de la nouvelle période. La transformation de la Chine en «atelier du monde», sous l'impulsion de mécanismes endogènes mais aussi de l'aide privée étrangère massive constituée par l'arrivée des STN américaines, japonaises et maintenant européennes, sera au cœur des processus dans lequel le capital qui verra se dresser devant lui les barrières qu'il a déjà connues à des moments antérieurs et qu'il connaîtra maintenant sous des formes aggravées, plus de nouvelles barrières qu'il n'a pas connues précédemment. Mais il y a autre chose encore. Nous assistons au «découplage», pour ainsi dire, des pays où sont situés les centres financiers qui sont les bastions du capital de placement aux traits rentiers et les pays d'Asie, où s'effectue l'accumulation effective, celle qui voit l'incorporation

dans l'armée des prolétaires exploités par le capital de centaines de millions de nouvelles recrues, ensemble avec l'accumulation des nouveaux moyens de production et de communication que cette exploitation exige. Lorsque les pays concernés ont la taille, la civilisation multiséculaire et les ambitions de la Chine ou encore de l'Inde, ce «découplage» doit s'accompagner nécessairement de changements majeurs dans la configuration des rapports politiques et militaires. Les Etats-Unis ont permis à l'Inde, qui tout comme Israël n'a jamais adhéré au traité sur la prolifération nucléaire, de se doter de l'arme atomique. Le but est d'en faire un allié dans des confrontations à venir avec le Pakistan et surtout la Chine.

Les Etats-Unis sont l'unique puissance hégémonique qui a **aidé** un Etat ayant la propriété d'être le seul susceptible de devenir **son rival direct**, à franchir de façon accélérée des étapes décisives du parcours menant vers ce résultat. Ce sont les grands groupes de l'industrie manufacturière et de la grande distribution qui en ont été les instruments, moyennant la mise en œuvre de stratégies industrielles conçues sous la contrainte de la baisse des profits et des exigences de leur actionnariat et des marchés boursiers. Comme expression d'une fuite en avant faite sous l'empire des lois aveugles de la concurrence, il est difficile de faire mieux. Moins que dans toute partie du monde, les Etats-Unis n'ont les mains libres en Asie. Ainsi que la crise nucléaire nord-coréenne le démontre, ce sont les grands pays asiatiques, la Chine et le Japon, qui décident des réponses à donner. Ils le font dans des conditions de rivalité croissante et de réarmement du Japon. Dans la Péninsule indienne les Etats-Unis sont en situation de quémendeur face au Pakistan, seul capable de les aider à sortir du borbier afghan. Qui imprime sa marque au mouvement de généralisation des situations de guerre au Moyen Orient ? A la suite de l'enlisement des Etats-Unis en Irak, dont ils ont précipité l'éclatement, n'est-ce pas Israël, l'Iran et l'Arabie Saoudite autant qu'eux ?[\[33\]](#)

On peut s'en réjouir, mais on peut aussi mesurer à quel point cet affaiblissement s'est accompagné du processus de **dissémination de l'arme nucléaire** et a suscité chez les Etats-Unis la relance des études sur l'usage «tactique» de bombes atomiques miniaturisées. Enfin, le chaos dont le capital «libéré» a provoqué sinon le déclenchement au moins l'accélération l'émergence d'autres acteurs privés encore dans le champ militaire et de la sécurité internationale. Avec d'autres, Claude Serfati les nomme **réseaux transnationaux (RTN) violents**, terme qui lui «*semble à la fois plus englobant que celui d'organisations criminelles transnationales (mafias, etc.) et plus neutre que celui de réseaux terroristes généralement mentionnés dans les documents stratégiques des pays développés, puisqu'on sait qu'aucune définition consensuelle des 'terroristes' n'est donnée par les organisations internationales. Ces réseaux disposent de moyens technologiques parfois très performants. La dissémination d'armes de «destruction massive», (nucléaire, bactériologique, chimique) par les RTN est sans aucun doute en bonne voie, que son point de départ se trouve dans les pays qui les produisent, ou dans la rusticité relative de certaines technologies utilisées pour fabriquer ces armes. A défaut de disposer de telles armes, ces groupes transforment des vecteurs civils (jets, véhicules piégés, etc.) en instrument de destruction*»[\[34\]](#).

Tel est le contexte de l'action politique aujourd'hui. Pourtant, dans la campagne électorale qui commence, ces questions resteront des non-dits, situation dont malheureusement toutes les formations politiques sans exception seront responsables, sous le prétexte qu'il s'agit de « questions trop difficiles pour les électeurs ». Mesuré à cette aune-là, en menant sa campagne sur le changement climatique comme il le fait, Al Gore, au-delà des énormes faiblesses de ses remèdes, est un géant. Mais sans doute faut-il d'abord avoir été « ex-futur président » pour envisager d'expliquer aux gens, même sur un seul dossier, où se dirige la société de la planète.

\* François Chesnais est économiste, rédacteur de la revue *Carré Rouge*. Il a dirigé ou participé récemment à la publication des ouvrages suivant : *La finance mondialisée* (La Découverte, 2004) ; *La finance capitaliste* (PUF, Actuel Marx, 2006) ; *Fin du néolibéralisme?*(Actuel Marx N° 40, PUF, 2006).

---

[1] Elizabeth Kolbert, *Field Notes from a Catastrophe*, Bloomsbury Press, New York, cité dans le supplément spécial de Courrier International, Trop chaud, Octobre 2005, page 13.

[2] Cornélius Castoriadis, *Le Monde Diplomatique*, août 1998. Je dois cette citation à un texte, *Entre croissance et décroissance, réinventer le politique*, que Geneviève Azam a envoyé au Groupe de travail d'Attac sur Ecologie et société.

[3] Anselm Jappe, *Les aventures de la marchandise : Pour une nouvelle critique de la valeur*, Denoël, Paris, 2003, page 141.

[4] Aujourd'hui le terme «industrie» inclût à la fois les industries extractives, manufacturières et de «services».

[5] Pour une définition, voir par exemple Alain Bihr, *La reproduction du capital. Prolégomènes à une théorie générale du capitalisme*, Editions Page deux, Lausanne, 2001, tome I, page 79.

[6] Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique* (Grundrisse), Editions Anthropos, Paris, 1969, volume I, p. 283-84.

[7] Marx, *Le Capital*, Editions Sociales, livre II, volume 1, page 54.

[8] Karl Marx, 1844, *Économie et philosophie, Manuscrits parisiens*, pp.23-24, Volume II, La Pléiade.

[9] Jappe, *Les aventures de la marchandise, op.cit.*, pages 64-65.

[10] Marx, *Fondements, op.cit.*, volume I, p. 256.

[11] Alain Bihr, livre sous presse.

[12] C'est ce que David Harvey nomme «l'accumulation par expropriation», mais dont il ne dit pas assez clairement qu'elle peut seulement *suppléer* et non remplacer la production et l'appropriation de plus value créée dans l'entreprise capitaliste. Voir David Harvey, *The New Imperialism*, Oxford University

Press, 2003.

[13] Voir Robert Boyer, *La théorie de la régulation : une analyse critique*, Editions La Découverte, Paris, 1987, dont la lecture vingt ans après montre à quel point la notion était liée à l'existence de conditions politiques tout à fait spécifiques.

[14] Pour ce qui de cette «autonomie» est à la fois relative et fondatrice du «pouvoir de la finance», voir François Chesnais, « La prééminence de la finance au sein du 'capital en général', le capital fictif et le mouvement contemporain de mondialisation du capital », in Séminaire d'Etudes Marxistes, *La finance capitaliste*, Collection Actuel Marx Confrontations, Presses Universitaires de France, Paris, 2006.

[15] Voir référence, note 6.

[16] Marx, *Le Capital*, livre III, chapitre XV, fin du II.

[17] Voir François Chesnais, « La prééminence de la finance au sein du 'capital en général', etc. », cité plus haut.

[18] L'expression «l'insatiabilité de la finance» est empruntée à des praticiens de la finance, comme Pascal Blanqué, et utilisée par moi pour tenter de faire comprendre le processus de tentative de valorisation sans fin de l'argent. Voir mon propre chapitre dans François Chesnais (coord.), *La finance mondialisée, racines sociales, configuration, conséquences*, Editions La Découverte, Paris, 2004.

[19] Voir Mike Davis, *Planet of Slums*, Verso, Londres, 2006.

[20] Voir *inter alia*, pour la période 1950-2000, Robert Brenner, *The Economics of Global Turbulence*, nouvelle édition amplifiée, Verso, 2006, figure 15.8, page 312, qui montre très bien pour les Etats-Unis le jeu de la loi, puis des causes mises en œuvre pour en contrecarrer les effets.

[21] *Fondements de la critique, op.cit.*, tome 1, page 229.

[22] Voir le film *La vérité qui dérange* de Al Gore et ...., ainsi que le n° spécial de *Courrier International* déjà cité,

[23] Voir toujours dans *Courrier International* en particulier les articles sur «les apprentis sorciers du climat».

[24] Voir François Chesnais et Claude Serfati, «Les conditions physiques de la reproduction sociale», in J-M. Harribey et Michael Löwy (sous la direction de), *Capital contre nature*, Actuel Marx Confrontation, Presses Universitaires de France, Paris, 2003, où nous expliquons le cheminement que nous avons été forcé de suivre pour nous dégager de ce que les adversaires écologistes du marxisme comme de la pensée marxienne présentent comme une tare constitutive. Nous montrons qu'elle ne l'est pas. Il suffit de lire Marx autrement que cela a été fait.

[25] Sur la question de la durée et des temps longs propres à l'écologie, voir Jean-Paul Deléage, *Une histoire de l'écologie*, Editions de la Découverte, Paris, 1991, republiée chez Points Seuil, page 246 et suivantes.

[26] Voir Philippe Muhlstein, *Le travail, son sens et son aliénation*, note de travail pour le groupe Ecologie et société du Conseil scientifique d'Attac.

[27] Sur ce point et ceux qui suivent immédiatement, je prends appui sur une note de travail de Claude Serfati, *Guerre et militarisme dans la mondialisation*, préparée pour la réunion du Conseil scientifique d'Attac du 21 octobre 2006.

[28] Une version rassurante de cette caractérisation est proposée par Pierre Veltz, *Mondialisation, villes et territoires : l'économie d'archipel*, Paris, Presses Universitaires de France, 1996.

[29] *Report of the Commission on America's National Interests*, Washington D.C., 2000, dont Claude Serfati a fait l'analyse dans *La mondialisation armée, le déséquilibre de la terreur*, Textuel, Paris, 2001.

[30] Voir l'éditorial du *New York Herald Tribune*, «A tyrannical antiterror law», du 29 septembre 2006.

[31] Je renvoie à la discussion dans *Carré Rouge* au moment du début de la guerre contre l'Irak. Voir *Carré Rouge*, n° 25, avril 2003.

[32] Voir la note de Claude Serfati pour le Conseil scientifique d'Attac citée plus haut. Voir aussi un tout récent livre, Xavier Renou, *La privatisation de la violence, mercenaires et sociétés militaires privées au service du marché*, Editions Agone, Marseille, 2006

[33] Je n'inclue pas le recul des Etats-Unis en Amérique latine dans cette énumération, car c'est le seul continent où il s'est fait sous l'effet de la mobilisation des exploité(e)s et pas comme expression simplement d'une perte de maîtrise de la part de la puissance américaine.

[34] Claude Serfati, note pour le CS d'Attac déjà citée.

(8 janvier 2007)

---

A l'encontre, case postale 120, 1000 Lausanne 20 [administration@alencontre.org](mailto:administration@alencontre.org)  
Soutien: ccp 10-25669-5